

Annexe 1 - clauses de sous-traitance RGPD

TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL



ENTRE :

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION HAUTS-DE-FRANCE, Etablissement public de l'Etat, dont le siège est situé 299 Boulevard de Leeds – CS 90028 -59031 LILLE Cedex et représentée par M. David BRUSSELLE, dûment habilité aux fins des présentes par délégation de Monsieur Philippe HOURDAIN, Président,

Ci-après désignée par « le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** »,

D'une part

ET

Le titulaire du marché,

Ci-après désigné par « le **SOUS-TRAITANT** »,

D'autre part

Ci-après désignées collectivement par « les **Parties** »



1. OBJET

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le **SOUS-TRAITANT** s'engage à effectuer pour le compte du **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

2. DEFINITIONS

« **Données Personnelles** » désignent toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un numéro d'identification ou à un ou plusieurs éléments qui lui sont propres.

« **Personne Concernée** » désigne une personne physique dont les Données Personnelles sont traitées.

« **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** » désigne la personne qui détermine les finalités et les moyens du Traitement des Données Personnelles.

« **SOUS-TRAITANT** » désigne la personne qui traite des Données Personnelles sous l'autorité, sur instructions et pour le compte du Responsable du Traitement.

« **Traitement** » désigne toute opération ou tout ensemble d'opérations portant sur des Données Personnelles par le Prestataire pour le compte du Client, quel que soit le procédé utilisé, et notamment la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que la limitation, l'effacement ou la destruction.

« **Violation de Données personnelles** » désigne une violation de sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la corruption, le détournement de finalité, la compromission

de la confidentialité ou la divulgation non autorisée de Données Personnelles transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles Données

3. DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE

Le **SOUS-TRAITANT** est autorisé à traiter pour le compte du **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les **service(s) suivant(s)** :

- L'assistance de LAHO Formation – CCI Hauts-de-France pour accompagner son offre de service pour l'accompagnement des apprentis en situation de handicap.

Les finalités des traitements confiés au **SOUS-TRAITANT** sont les suivantes :

- L'accompagnement pédagogique, social et technique des apprentis en situation de handicap, dans le cadre des modules 2 à 6 du marché :
 - Analyser les besoins de l'apprenti afin d'identifier, acquérir, installer et former à l'utilisation d'équipements ou outils techniques adaptés à la situation de handicap.
 - Vérifier, mobiliser et coordonner l'ouverture des dispositifs et droits existants au bénéfice de l'apprenti en situation de handicap.
 - Accompagner l'apprenti vers l'autonomie et préparer son insertion professionnelle ou la poursuite de formation à l'issue du contrat d'apprentissage.

La nature des opérations réalisées sur les données personnelles est :

- la collecte
- l'enregistrement
- l'organisation,
- la structuration,
- la conservation,
- la consultation,
- l'utilisation,
- la communication par transmission,
- la limitation, l'effacement ou la destruction;

Les **catégories de personnes** concernées sont :

- Les apprentis en situation de handicap accompagnés par le Responsable du traitement

Les **données à caractère personnel** traitées sont :

- Données d'identification et de contact
- Données relatives à la vie professionnelle (données relatives à la formation et au suivi pédagogique, entreprise d'appartenance)
- Données relatives à la vie personnelle (informations concernant l'organisation de la vie quotidienne, les habitudes de vie, les besoins spécifiques d'assistance, les conditions de logement ou de transport, lorsqu'elles sont nécessaires à l'adaptation de la formation ou à la mise en place de mesures de compensation)
- Données relatives à la santé et à la situation de handicap (type de handicap, limitations fonctionnelles, besoins spécifiques)
- Données administratives et sociales (droits, aides, dispositifs mobilisés pour l'apprenti)

Le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** met à la disposition du **SOUS-TRAITANT** les informations nécessaires à l'exécution du service objet du présent contrat.

Il est précisé que tout ajout, modification, précision ou suppression concernant les finalités, les catégories de données à caractère personnel, les catégories de personnes concernées par le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** devront faire l'objet d'un avenant écrit et signé des deux Parties.

4. DUREE DE L'ACCORD

La durée des traitements mis en œuvre par le **SOUS-TRAITANT** pour le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** correspond à la durée du Contrat.

5. OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le **SOUS-TRAITANT** s'engage à respecter les obligations suivantes :

LES FINALITES

Le **SOUS-TRAITANT** s'engage à traiter les données **uniquement pour les seules finalités** qui font l'objet de la sous-traitance.

LE TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le **SOUS-TRAITANT** s'engage à traiter les données **conformément aux instructions documentées du RESPONSABLE DE TRAITEMENT**. Si le **SOUS-TRAITANT** considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données à caractère personnel, il en informe immédiatement le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**. En outre, si le **SOUS-TRAITANT** est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

LA CONFIDENTIALITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le **SOUS-TRAITANT** s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

PERSONNES AUTORISEES A TRAITER LES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le **SOUS-TRAITANT** s'engage à veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

PROTECTION DES LA CONCEPTION ET PAR DEFAULT

Le **SOUS-TRAITANT** s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**

SOUS-TRAITANCE

Le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** autorise le **SOUS-TRAITANT** à avoir lui-même recours à des sous-traitants (ci-après, sous-traitants ultérieurs) à condition que l'Annexe 2 soit complétée par celui-ci.

Le **SOUS-TRAITANT** informe spécifiquement par écrit le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** de tout projet de modification de la liste ci-dessus par l'ajout ou le remplacement de **sous-traitants ultérieurs** au moins vingt (20) jours ouvrés à l'avance, donnant ainsi au **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le

recrutement du ou des **Sous-traitant(s) ultérieur(s)** concerné(s). Le **SOUS-TRAITANT** fournit au **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition. A défaut de réponse ou d'objections dans ce délai, le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** sera réputé accepter le **sous-Traitant ultérieur** proposé. En cas de désaccord exprimé par le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** dans le délai imparti, les Parties engagent des négociations de bonne foi pour trouver une solution alternative.

Le **sous-traitant ultérieur** est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**. Il appartient au **SOUS-TRAITANT** de s'assurer que le **sous-traitant ultérieur** présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le **sous-traitant ultérieur** ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données à caractère personnel, le **SOUS-TRAITANT** demeure pleinement responsable devant le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** de l'exécution par le **sous-traitant ultérieur** de ses obligations.

DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Le **SOUS-TRAITANT** ne fournit pas les mentions d'information aux personnes concernées. Il appartient au **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES

Dans la mesure du possible, le **SOUS-TRAITANT** doit aider le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du **SOUS-TRAITANT** des demandes d'exercice de leurs droits, le **SOUS-TRAITANT** doit adresser ces demandes **sans délai**, dès réception, par courrier électronique à dpo@hautsdefrance.cci.fr

NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le **SOUS-TRAITANT** notifie au **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** toute violation de données à caractère personnel **dès qu'il en a connaissance** et par le moyen d'un courrier électronique à dpo@hautsdefrance.cci.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Afin de permettre au **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** de notifier cette violation à l'Autorité de contrôle compétente, cette notification, qui pourra être complétée ensuite, comprend :

1. Une description détaillée de la nature et de la portée de la violation de données à caractère personnel
 - a. Date et heure de la violation
 - b. Circonstances de la violation
 - c. Les catégories et le nombre de personnes concernées par la violation ;
 - d. Les catégories et le nombre d'enregistrements concernés ;
2. Les noms et coordonnées du DPO ou tout contact ayant des informations supplémentaires

ASSISTANCE DU SOUS-TRAITANT DANS LE CADRE DU RESPECT PAR LE RESPONSABLE DE TRAITEMENT DE SES OBLIGATIONS

Le **SOUS-TRAITANT** aide le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le **SOUS-TRAITANT** aide le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

MESURES DE SECURITE

Le **SOUS-TRAITANT** devra remettre, lors de la phase d'attribution de l'appel d'offres, l'annexe 3 relative au listing des mesures de sécurité RGPD dûment complétée. Ce document lui sera remis avec le courrier d'attribution et sera annexé à l'acte d'engagement, en complément de la présente annexe et de l'annexe 2 relative à la Déclaration des sous-traitants ultérieurs. En outre, le **SOUS-TRAITANT** s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel dans la mesure où cette action est réalisable et n'empêche pas le traitement lui-même ;
- La Transmission sécurisée des données avec le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**, en recourant à tout dispositif sécurisé conforme aux règles de l'art ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique (grâce notamment à des sauvegardes sécurisées et chiffrées, redondées dans un data center externe) ;

- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- La Sécurisation des applications web à l'aide du protocole TLS

SORT DES DONNEES

Selon le choix du **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**, au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le **SOUS-TRAITANT** s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel et copies existantes dans son système d'informations. Une fois les données à caractère personnel détruites, le **SOUS-TRAITANT** doit justifier par écrit de la destruction ;

OU

- Renvoyer toutes les données à caractère personnel au **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** ou au nouveau **SOUS-TRAITANT** désigné par le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** dans un format clair, documenté et lisible.

DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Le **SOUS-TRAITANT** communique au **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** le nom et les coordonnées de son **délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT

Le **SOUS-TRAITANT** déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** comprenant :

- Le nom et les coordonnées du **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel dans la mesure où cette action est réalisable et n'empêche pas le traitement lui-même ;
 - La Transmission sécurisée des données avec le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**, en recourant à tout dispositif sécurisé conforme aux règles de l'art ;
 - Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique (grâce notamment à des sauvegardes sécurisées et chiffrées, redondées dans un data center externe)
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
 - La Sécurisation des applications web à l'aide du protocole TLS

DOCUMENTATION

Le **SOUS-TRAITANT** met à la disposition du **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, par le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** se réserve le droit de procéder à toutes vérifications qui lui paraissent utiles pour constater le respect des obligations précitées en procédant à un audit.

6. OBLIGATIONS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT VIS-A-VIS DU SOUS-TRAITANT

Le **RESPONSABLE DE TRAITEMENT** s'engage à :

1. Fournir au **SOUS-TRAITANT** les données visées au paragraphe 3 des présentes clauses (« 3. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance »)
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le **SOUS-TRAITANT**
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du **SOUS-TRAITANT**
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du **SOUS-TRAITANT**

Ces audit / inspections sont réalisés en accord avec les conditions du ***SOUS-TRAITANT*** (préavis, non concurrence de l'auditeur)

5. Fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.